



**PRÉFÈTE
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes**
Unité interdépartementale Drôme Ardèche
20221116-DEC-DACA0936

DÉCISION en application de l'article R.122-3 du Code de l'Environnement après examen au cas par cas sur le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière de sables et graviers déposé par la société GUINTOLI sur la commune de CHABEUIL.

La Préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la directive n° 2014/52/UE du 16 avril 2014 du parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté préfectoral n°03-2443 du 13 juin 2003 autorisant la société GUINTOLI à exploiter une carrière, une installation de traitement de matériaux et une station de transit de minéraux solides, pour une durée de 20 ans, sur le territoire de la commune de CHABEUIL ;

VU la demande de modification des conditions d'exploiter enregistrée sous le n°2022 0823 déposée complète le 9 novembre 2022 par la société GUINTOLI et publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme ;

CONSIDÉRANT que le gisement a été plus faiblement exploité que prévu dans la demande d'autorisation initiale ;

CONSIDÉRANT que cette modification permettra de poursuivre l'exploitation pendant 10 ans et sera d'une durée totale inférieure à 30 ans ;

CONSIDÉRANT que la demande ne porte pas sur une extension de la surface autorisée par l'arrêté préfectoral n°03-2443 du 13 juin 2003 ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette modification permettra l'installation d'une installation mobile de traitement et de recyclage des matériaux et déchets inertes du BTP par campagnes ;

CONSIDÉRANT que la remise en état finale est inchangée et de type agricole ;

CONSIDÉRANT que les propositions de l'exploitant constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

DÉCIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploiter de la carrière, présenté par la société GUINTOLI, objet de la demande n°2022 0823, n'est pas soumis à **évaluation environnementale**.

Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : Délais et voies de recours


Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Article 4 : Publication

La présente décision sera notifiée à la société GUINTOLI et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Valence, le **30 NOV. 2022**

La Préfète


Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H